



Suite à la proposition de M. Andry RAJOELINA pour la tenue d'élections au mois de Mars 2010, la France a émis deux avis contradictoires à travers son ministre des affaires étrangères, M. Bernard KOUCHNER et le porte-parole du Ministère des affaires étrangères, M. Bernard VALERO.

Compte tenu des liens d'amitiés existant de longue date entre la France et Madagascar, du poids de la France dans l'économie de Madagascar et des reproches de partialité qui ont pu lui être faits, il est essentiel que la France ait un langage clair, dénué de toute ambiguïté, afin que personne ne puisse se prévaloir d'un appui exclusif qui empêcherait la résolution consensuelle de la crise.

Nous avons, à maintes reprises, souligné l'importance de l'appui de la communauté internationale dans la résolution de la crise que traverse Madagascar. Cet appui doit se faire dans le respect de la souveraineté du pays, pour la sauvegarde de ses intérêts et de ceux de sa population et dans l'esprit des principes de démocratie acceptés universellement. La place de la France au sein de la communauté internationale ne lui permet pas d'avoir ce double langage.

M. Bernard KOUCHNER a apparemment apporté son assentiment à la tenue d'élections pour le mois de Mars 2010. Soucieux de sortir définitivement Madagascar du cycle de crises et d'instaurer les bases fondamentales d'une société démocratique, juste et équitable, nous nous permettons de soulever les réflexions suivantes :

- Toutes les conditions de réussite pour la tenue d'élections libres et transparentes ne sont pas garanties dans la démarche unilatérale et dans le laps de temps proposé ;
- La tenue d'élections dans un cadre non consensuel pourrait être une solution à courte vue pour sortir Madagascar de la crise, mais ne peut être nullement une solution à long terme. Celle-ci ne serait qu'une nouvelle source de conflit.
- Les accords de Maputo dont la Charte des Valeurs qui ont été signés par les quatre mouvances appellent au respect de la parole donnée.

La population est fatiguée de cette crise dont les conséquences ne font que commencer. Nous exhortons la communauté internationale, notamment la France, à être le garant du respect des principes démocratiques et des accords internationaux. Nous demeurons convaincus que la sortie de crise de Madagascar passe par le dialogue et la solution consensuelle et inclusive et sans la force comme l'a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay.

Antananarivo, le 28 décembre 2009